

---

# LE POINT DU JOUR, O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. CCXXI.

---

*Du Lundi 22 Février 1790.*

*Séance de Samedi soir.*

**T**OUJOURS de nouveaux témoignages de patriotisme ; toujours de nouvelles marques de reconnoissance & d'adhésion aux nouveaux décrets de l'assemblée. La communauté de Grand en Champagne a donné 2400 liv. , Rhetel dans la même province 33000 livres ; les députés extraordinaires d'Obezenhein , ci-devant ville impériale , 17000 livres. Les citoyens les plus pauvres de Mussy-Levéque ont aussi voulu concourir à ces actes patriotiques. Six élèves de M. Lirat, maître de pension de l'université , ont été reçus à la barre avec beaucoup d'intérêt.

Parmi les adresses on a distingué par des applaudissemens nombreux , celle que les députés de Peronne ont présentée au nom des habitans de la paroisse de Falvi ; elle mérite d'être rapportée.

« L'assemblée nationale est chargée de notre volonté ; donc ses droits sont nos ordres ; chacun de nous , souverain en elle , croiroit manquer à la constitution & à la raison , en se permettant de lui offrir une adhésion postérieure à celle de la nomination des députés ; mais plus nous réfléchissons sur ses décrets , & plus nous les trouvons sages ;

*Tome VII.*

L

livrons-nous au plaisir d'offrir à cette auguste assemblée ( organe de la nation ) l'hommage de la reconnaissance que nous lui devons pour la fermeté inébranlable avec laquelle elle a manifesté nos intentions. « Nous citoyens actifs & autres membres de la commune de Flavi, assemblés extraordinairement par notre nouvelle municipalité, pour entendre la lecture du discours du roi, charmés des sentimens que sa majesté annonce, persuadés qu'ils sont maintenant gravés, d'une manière ineffaçable, au fond de son cœur, & convaincus que le seul obstacle qui pourroit retarder actuellement la jouissance du bonheur que la constitution procurera à toutes les classes des citoyens, & plus particulièrement encore à celle des cultivateurs, ne pourroit provenir que des embarras dans les finances, prolongés par un manque de patriotisme de leur part, avons arrêté sur le champ :

1°. D'augmenter notre contribution patriotique pour laquelle nos déclarations étoient faites depuis long-temps, & notre maire nous ayant donné l'exemple de doubler son bon, nous l'avons suivi :

2°. De renoncer à la part de diminution de taille que devoit procurer l'imposition des ci-devant privilégiés, pour les six derniers mois de 1789, & de remettre la disposition de cette somme à l'assemblée nationale, pour être employée par ses ordres aux besoins de la patrie ;

3°. De supplier l'assemblée nationale de vouloir bien recevoir l'invitation que nous faisons entre ses mains, à tous les Français, nos chers concitoyens, de rapprocher par un pareil sacrifice l'époque du bonheur que nos législateurs nous ont préparé par leurs travaux. Au village de Falvi, ce 18 février 1790. *Signé.* Le Roi, maire ; Pecqueux, Duclauquet, officiers municipaux : Jarry, curé & procureur de la commune ; Sebray, *secrétaire.*

Le reste de la séance a été employé à entendre des rapports de plusieurs comités.



M. Thouret a présenté un projet de décret pour terminer les difficultés qui se sont élevées au sujet des fauxbourgs de Rouen ; il s'agissoit de savoir si cette ville & ses fauxbourgs seroient régis par la même municipalité.

L'assemblée a adopté le projet de décret conçu en ces termes :

» L'assemblée nationale décrète que les fauxbourgs de Rouen sont réunis à la ville pour ne former avec elle qu'une seule & même municipalité , & qu'ils continueront de faire partie des 26 sections qui forment la division actuelle de la commune , de la ville & des fauxbourgs de Rouen , pour l'élection de ses officiers municipaux. »

Quand la nation connoitra le nombre effrayant & scandaleux des divers genres de bastilles qui déshonorent encore la surface du plus beau royaume de l'Europe ; quand les commissaires des lettres de cachet , après avoir fouillé dans les annales de la tyrannie , présenteront à l'assemblée nationale l'histoire vivante des crimes du pouvoir arbitraire , il n'est aucun françois qui ose tourner ses regards vers l'ancien ordre de choses que la révolution a détruit. Quel peuple fut jamais plus flétri par l'opprobre & l'atrocité de ces gouffres toujours ouverts pour recevoir des hommes souvent innocens , quelquefois prévenus de fautes légères ou de simples délits de police , plus souvent encore pour soustraire aux loix des coupables qui auroient dû faire une réparation publique à la société qu'ils avoient troublée par leurs crimes ! Le comité des lettres de cachet a présenté un décret qui établit des bases pour la liberté qui doit être accordée à tant d'infortunés. C'est M. de Castellane qui a fait le rapport. On y distinguera les vues sages & politiques & cet amour de l'humanité qui doivent toujours caractériser le législateur.

« C'est avec une grande répugnance , a-t-il dit , que nous nous sommes vus forcés de retarder si long-temps



à vous proposer de rendre la liberté aux victimes du pouvoir arbitraire qui gémissent encore dans les fers : mais telles étoient les funestes conséquences du despotisme ministériel , qu'une partie des maux qu'il avoit produits devoit se faire sentir dans les jours de la liberté. Les innocens & les coupables , ceux qui ont conservé l'usage de leur raison & ceux qui l'ont perdue , étant confondus ensemble dans ces lieux de douleur que vous allez détruire ; la sûreté que vous devez à la nation entière , vous a fait une loi rigoureuse d'apporter quelques précautions à la suppression des prisons illégales. Vous avez remarqué que parmi ceux qui s'y trouvent encore retenus , quelques-uns étoient déjà condamnés , & d'autres prévenus de crimes. Vous avez reconnu l'impuissance où vous étiez de vous livrer à l'instant même aux sentimens d'humanité qui vous auroient portés à faire jouir aussi-tôt ceux qui avoient le plus souffert de l'ancien ordre de choses , des droits dont la constitution nouvelle doit leur assurer l'exercice. »

Après cet exorde , M. de Castellane a présenté la division en trois classes , que le comité avoit faites des prisonniers détenus par lettre de cachet , ou par un ordre quelconque des agens du pouvoir exécutif ; il a placé dans la première ceux qui n'étant légalement accusés d'aucun délit , doivent être rendus à la société. « Ceux-là , disoit-il , devoient être mis incontinent en liberté ; cependant leur intérêt même & celui de l'ordre public , nous ont paru se réunir pour commander à votre prudence un délai fixe , mais suffisant , soit pour laisser à leurs parens les moyens d'assurer leur subsistance , soit pour ne pas faire sortir dans ce moment des maisons de force tous ceux qui , renfermés pour cause de police , & privés dans une saison morte de la ressource d'un travail assuré , se livreroient peut-être à des excès qui obligeroient à sévir contre eux



d'une manière plus rigoureuse (1) ; une disposition générale peut seule rendre à tous les innocens que renferment les prisons d'état, la justice qui leur est due. Pourroient-ils attendre avec patience l'époque que vous jugerez à propos de fixer !

La seconde classe est de ceux qui sont renfermés pour cause de démente. Il en est plusieurs qui ne sont pas fous ; d'autres, quoiqu'avec des intervalles lucides, ne peuvent être livrés à eux-mêmes ; quelques-uns ont été traités dans les différentes maisons de force avec une inhumanité qui, loin de guérir leur mal, n'a fait que l'aggraver.

Persuadés, disoit M. de Castellane, que c'est par la douceur du traitement, & non par un régime barbare, qu'il est possible de guérir ces infortunés, vous vous déterminerez probablement à assigner sur les fonds des maisons de force déjà subsistantes, soit sur les biens ecclésiastiques, une portion de revenu suffisante pour assurer aux insensés des secours que leur état exige de la bienfaisance publique ; eh ! combien cette disposition si nécessaire dans tous les temps, n'est-elle pas encore une obligation plus sacrée pour nous, au moment où nous savons qu'une partie des fous actuellement existans dans les maisons de force, ne le sont devenus que par la longue captivité & par les tourmens qu'ils ont soufferts, lorsque les loix étoient muettes & les ministres tous puissans ! Les mesures à prendre sur ce point doivent être l'objet d'un rapport particulier, ainsi que pour les maisons de correction, qui nécessaires, même chez une peuple libre, ne peuvent cependant ressembler à celles qui ont été établies sous un système d'oppression.

« La troisième classe est composée de ceux qu'une

---

(1) Le comité a adopté cette mesure avec peine, quoiqu'il n'ait pas cessé un instant de se concerter avec les ministres du roi, pour délivrer d'avance ceux qui ayant réclamé, ont paru pouvoir être élargis sans danger, & le nombre en est considérable.



accusation ou une condamnation légale ont placé sous la main de la loi ; sur ce point , le désordre du gouvernement ancien pèse encore sur nous , & ne nous présente que des écueils. L'intention de l'assemblée n'est pas de priver la société de la réparation qui lui est due ; cependant voudroit-elle envoyer au supplice des misérables qui regrettent , depuis plusieurs années , dans les cachots , le supplice qu'ils auroient mérité peut-être , mais qui leur auroit été bien moins cruel ? elle ne dira point à ces malheureux , qu'un ministre avoit sauvés par égard pour leur familles : « après les tourmens que le despotisme vous a fait souffrir , la nation vous remet sous le glaive des loix , & la liberté vous restitue à la mort. »

C'est d'après ces considérations que le rapporteur du comité a proposé le projet de décret suivant :

» L'assemblée nationale étant enfin parvenue au moment heureux de détruire entièrement les *prisons illégales* , & de déterminer une époque fixe pour l'élargissement des prisonniers qui s'y trouvent encore renfermés ;

» Considérant la nécessité de donner le temps aux parens ou aux amis de ceux qui sont encore détenus , de prendre les arrangemens qu'ils jugeront convenables pour assurer leur tranquillité & pourvoir à leur subsistance , qu'il est nécessaire de prolonger la détention de ceux qui sont enfermés sous prétexte de démence , assez long-temps pour connoître s'ils doivent être mis en liberté , ou soignés dans les hôpitaux qui seront établis à cet effet ;

» Considérant que , parmi ceux qui sont prisonniers par ordre de sa majesté , ou des agens du pouvoir exécutif , il en est qui , déjà condamnés , d'autres qui sont décrétés , doivent être renvoyés devant leurs juges naturels , & desirant cependant avoir égard au châtiment illégal , auquel ils ont été soumis , a décrété ce qui suit :

#### ARTICLE PREMIER.

Un mois après la publication du présent décret , toutes



les personnes détenues dans les châteaux, maisons religieuses, maisons de force, maisons de police, ou autres prisons quelconques, par *lettres de cachet ou par ordre des agens du pouvoir exécutif*; supposé qu'elles ne soient légalement condamnées, décrétées ou renfermées pour cause de folie, seront remises en liberté.

2°. Les personnes détenues pour cause de démence, seront pendant l'espace de trois mois, aussi à compter du jour de ladite publication, visitées par des médecins qui, sous la surveillance des assemblées ou directoires de districts, constateront le véritable état des malades, afin qu'à l'époque fixée, ils soient élargis ou soignés dans les hôpitaux qui seront indiqués à cet effet.

3°. Les prisonniers détenus par ordre illégal, qui auroient été préalablement jugés & légalement condamnés à une peine afflictive, garderont prison pendant le temps fixé pour l'ordre de leur détention, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur ce qui les concerne, s'ils ne demandent eux-mêmes à subir les peines qui leur auront été imposées.

4°. Ceux qui, sans avoir été condamnés seroient juridiquement accusés de crimes, seront renvoyés sous bonne garde, dans les prisons des tribunaux, qui doivent connaître de ces accusations.

5°. Lesdits tribunaux seront simplement chargés d'achever l'instruction & de prononcer sur l'innocence ou le crime des prévenus, afin que, sur le compte qui en sera rendu par eux à l'assemblée nationale & au roi, ceux qui se trouveront coupables soient jugés dans les formes prescrites par une loi particulière. Ceux au contraire qui seront déchargés d'accusation, seront remis sur le champ en liberté, sans qu'il soit besoin d'aucun ordre nouveau.

6°. Dans le délai de deux mois, il sera dressé par chaque commandant de château-fort ou prison d'état, supérieur de maison de force ou maison religieuse, un état des prisonniers qui auront été élargis, visités par des méde-



médecins, renvoyés devant leurs juges naturels, ou qui garderont encore prison en vertu du présent décret.

70. Cet état sera déposé au district, & il en sera envoyé des doubles certifiés véritables par le maire & le greffier à l'assemblée nationale & au ministre de la province.

80. L'assemblée nationale rend les commandans des prisons d'état, les supérieurs des maisons de force ou maisons religieuses, & tous détenteurs de prisonniers d'état, personnellement responsables de l'exécution du présent décret en tout ce qui les concerne, & elle charge spécialement les assemblées de district, d'y tenir la main.»

M. Goupillau a fait le rapport des différens vices qui devoient annuler la nomination du maire d'Aizenais; après quelques légères discussions, l'assemblée nationale a adopté le décret du comité en ces termes :

« Décrète qu'il sera procédé à la nomination du maire d'Aizenais, dans une assemblée tenue huitaine après une nouvelle convocation. »

Une affaire d'un autre genre a été rapportée par M. de Lapparent, d'après un mémoire envoyé par le sieur Brouilhet, marchand libraire de Toulouse, qui dénonce à l'assemblée un arrêt rendu contre lui par la chambre des vacations de ce parlement, au mois de janvier dernier.

Le sieur Brouilhet se plaignoit de ce qu'ayant inséré dans la feuille périodique de Toulouse des morceaux extraits de quelques journaux de la capitale, il avoit été décrété sur la requisition du procureur général, interrogé & condamné par corps, à aumôner 1000 liv. aux hôpitaux de la ville, avec défenses à l'imprimeur de plus à l'avenir imprimer les feuilles périodiques qui lui seront remises par le sieur Brouilhet ou par tout autre, qu'autant qu'elles seront signées par l'auteur ou l'éditeur, & approuvées par qui de droit, conformément à ce qui est prescrit par les réglemens concernant la librairie, à peine d'enquies & d'en répondre en son propre & privé nom.....



Le comité, qui avoit vu dans cet arrêt une violation de la liberté de la presse, & qui n'avoit aucune pièce légale sous les yeux, a proposé de décréter l'apport de la procédure.

M. Fermond a proposé de faire demander les motifs de l'arrêt, & M. Goupillau vouloit faire ajouter le sursis à son exécution. Quelques membres ont demandé la question préalable, attendu que le comité des rapports n'étoit muni d'aucune pièce légale; mais M. Emeri ayant observé que la réclamation du condamné avoit nanti le comité, & qu'elle étoit suffisante pour que l'assemblée pût demander l'apport de la procédure & des motifs;

On est allé aux voix, & l'assemblée nationale après avoir entendu son comité des rapports, a décrété que son président se retirera devers le roi pour le supplier de faire donner incessamment des ordres nécessaires à l'effet de faire remettre à son comité la procédure instruite & jugée au parlement de Toulouse contre le sieur Brouilhet, ensemble l'arrêt & les motifs.

M. Lanjuinais a terminé la séance en proposant un projet de décret au nom du comité ecclésiastique, concernant la coupe des bois. Il demandoit que l'assemblée déclarât que, par ses décrets précédens, concernant la conservation des bois des ecclésiastiques & autres gens de main-morte, elle n'a pas entendu empêcher ni suspendre les coupes de bois, autorisées & adjudgées par les formes légales antérieurement à ces décrets, sauf aux parties à se pourvoir par les voies de droit contre les jugemens qui, mal à propos, auroient permis lesdites coupes.

M. de Villas vouloit qu'il fût sursis aux adjudications autorisées, mais non encore faites.

M. l'évêque de Nanci disoit que c'étoit une injustice, sur-tout pour la Lorraine où l'on fait des coupes jusqu'au 15 mai, & où les adjudications ne sont pas même faites au mois de février.



Enfin sur les observations de plusieurs membres, le projet de décret a été ajourné & renvoyé au comité des domaines qui en fera incessamment le rapport.

Nous ne saurions mieux terminer ce N<sup>o</sup>., qu'en y inférant une partie de l'adresse envoyée par les citoyens de la garde nationale de Rouen; c'est servir la patrie que de publier cet ouvrage, dicté par l'amour le plus pur de la liberté.

« Ainsi notre retour à la liberté paroïssoit une chimère; mais quelques écrivains inspirés par la nature, déchirent d'une main fière & hardie le bandeau de l'erreur, & en nous montrant ce que nous avons été, ils nous font rougir de ce que nous sommes. Tout-à-coup le Français s'éveille de son assoupissement, un concert unanime de tous les citoyens demande un nouvel ordre de choses, & vous vous rassemblez à la voix du souverain, pour fonder avec lui un nouvel empire.

» Désespérant de réparer la machine du gouvernement, dont les ressorts usés n'offroient aucun ensemble, vous l'avez brisée pour en créer une nouvelle à l'aide de votre génie; vous avez franchi l'espace des siècles, & vous reportant aux premiers âges de la monarchie, vous avez fixé, comme à la naissance des sociétés, les conditions du pacte social. Vous avez éprouvé de grands obstacles; mais cependant, malgré les difficultés que l'on n'a cessé de multiplier autour de vous, l'édifice de la constitution s'avance avec une majesté qui frappe d'admiration l'Europe étonnée. Les principes consacrés dans l'immortelle déclaration des droits de l'homme & du citoyen, se développent sous nos yeux avec une noble simplicité; déjà s'élèvent de toutes parts ces établissemens populaires, qui feront exécuter les loix émanées de votre sagesse, & mettront fin à cette funeste anarchie, dont se sont prévalus les ennemis du bien public pour calomnier la nation & ses augustes représentans.

» Bientôt toutes les parties du système régénérateur, qui



doit faire de la France une grande famille , & de tous les Français un peuple de frères , vont être ordonnées. L'autorité publique contrariée depuis si long-temps , va reprendre son cours ; du sein de l'assemblée nationale & des pieds du trône , elle coulera librement à travers les canaux destinés à la recevoir , & à la faire circuler dans les différentes provinces de l'empire.

» Que si nous portons plus loin nos regards , quel grand & magnifique tableau se découvre ! L'agriculture relevée de l'opprobre & de l'humiliation où un préjugé barbare l'avoit condamnée , devenue la plus noble comme la plus utile des professions ; le commerce dégagé des entraves fiscales & politiques qui gênoient son activité , promenant d'un pôle à l'autre son industrie & ses richesses ; le fardeau des impôts allégé , malgré l'énormité de la dette qui nous accable ; les charges publiques distribuées , & réparties avec une sage égalité ; le trésor de la nation confié à des mains pures ; l'ordre & l'économie dirigeant l'emploi des revenus de l'état ; les tribunaux peuplés de juges intègres & vertueux , les loix épurées & simplifiées ; un code criminel , dicté par la raison & par l'humanité , où l'homme sera enfin compté pour quelque chose , où le riche & le pauvre seront égaux , où l'innocence trouvera toujours un appui , où le crime ne rencontrera jamais l'impunité.

» Voilà , Nosseigneurs , un foible aperçu des biens inestimables que la France attend de votre génie. Et il y a eu des hommes assez ennemis d'eux-mêmes & de leurs semblables , pour oser traverser cette grande entreprise ; mais grace au patriotisme & aux vertus d'un monarque citoyen , qui , se dépouillant de la pompe & du faste de la royauté , est venu dans le sanctuaire des loix , jurer de maintenir la constitution , il n'y aura plus dans le royaume qu'une opinion , une volonté , un intérêt ; l'amour de la patrie sera le centre commun où tous les Français vien-



dront se rallier. Eh ! qui pourroit , après l'exemple de son roi , de ce bon roi , qui réunit au caractère aimant de Louis XII , l'ame franche & loyale de Henri , qui pourroit encore nourrir dans son cœur le coupable desir de faire échouer une révolution , qui doit influer sur les destinées du genre-humain , & faire de la France un objet d'admiration & d'envie pour ses voisins ! Mais , s'il étoit possible qu'il en existât encore de ces hommes pervers , que l'égoïsme flétrit , que l'intérêt personnel dévore & rend insensibles au bonheur de l'humanité ; s'ils osoient , dans leur aveugle désespoir , former une ligue criminelle pour renverser les monumens de votre sagesse , nous leur déclarons une guerre éternelle.

» Nous en avons déjà fait le serment en présence de nos concitoyens , nous le renouvelons à la face de la nation que vous représentez. Nous portons avec orgueil le nom de Français , c'est un titre d'honneur ; maintenant que nous sommes libres , si nous retombions dans la servitude , il deviendrait pour nous une sanglante injure. Nous périrons plutôt que de nous soumettre à une telle infamie : la vie est précieuse avec la liberté ; mais l'esclavage est pire que la mort.

» Nous sommes avec respect, &c.

» Signés les citoyens composant la garde nationale de Rouen. »

On souscrit , à Paris , chez CUSSAC , Libraire , au Palais-Royal , N<sup>os</sup>. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.